

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉE EN 1923 AVEC LE CONCOURS DE LA
DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE

RECUEIL DES COURS

COLLECTED COURSES OF THE HAGUE
ACADEMY OF INTERNATIONAL LAW

2002

Tome 298 de la collection



2003

MARTINUS NIJHOFF PUBLISHERS
Leiden/Boston

© ACADEMIE DE DROIT INTERNATIONAL DE LA HAYE, 2003
HAGUE ACADEMY OF INTERNATIONAL LAW, 2003

Tous droits réservés

All rights reserved

ISBN 90-411-1860-8

Set by/Composé par Texto, 59100 Roubaix (France)

Printed by/Imprimé par Triangle Bleu, 59600 Maubeuge, France

RECUEIL DES COURS

298 (2002)

L'Académie de droit international de La Haye

honorée du prix Wateler de la Paix (1936, 1950), du prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix (1992), de l'ordre du Rio Branco, Brésil (1999) et de la médaille de l'Institut royal d'études européennes, Espagne (2000)

The Hague Academy of International Law

awarded the Wateler Peace Prize (1936, 1950), the Félix Houphouët-Boigny Peace Prize (1992), the Order of Rio Branco, Brazil (1999) and the Medal of the Royal Institute of European Studies, Spain (2000)

COMPOSITION DU CURATORIUM DE L'ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL DE LA HAYE

PRÉSIDENT

S. Exc. N. VALTICOS, ancien juge à la Cour européenne des droits de l'homme

VICE-PRÉSIDENT

S. Exc. B. BOUTROS-GHALI, ancien secrétaire général de la Francophonie;
ancien secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

MEMBRES

J. A. BARBERIS, professeur à l'Université *Austral* de Buenos Aires

D. BARDONNET, professeur émérite à l'Université de Paris II

S. Exc. B. CONFORTI, ancien juge à la Cour européenne des droits de l'homme

J. CRAWFORD, directeur du Lauterpacht Research Centre for International Law

S. Exc. F. P. FELICIANO, président, organe d'appel, OMC; ancien *Senior Associate Justice*, Cour suprême des Philippines

E. JAYME, professeur à l'Institut de droit international privé étranger et de droit international privé et commercial, Heidelberg

S. Exc. S. ODA, juge et ancien vice-président de la Cour internationale de Justice

A. PHILIP, professeur *Dr. juris* et *Attorney-at-Law* à Copenhague

S. Exc. R. RANJEVA, juge à la Cour internationale de Justice

W. SCHÜRER, docteur *honoris causa* de l'Université de Saint-Gall; président du MS Management Service AG, Saint-Gall

S. Exc. K. SKUBISZEWSKI, président du Tribunal des réclamations Etats-Unis - Iran; ancien ministre des Affaires étrangères de Pologne

A. V. M. STRUYCKEN, professeur émérite à l'Université catholique de Nimègue; président de la Commission d'Etat néerlandaise de droit international privé

P. D. TROOBOFF, *Attorney-at-Law* à Washington, D.C.; membre des barreaux du district de Columbia et de New York

J.-A. CARRILLO-SALCEDO, professeur à l'Université de Séville

S. Exc. D. URIBE VARGAS, professeur à l'Université nationale de Colombie;
ancien ambassadeur de Colombie en France

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

M^{me} G. BURDEAU-BASTID, professeur à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)

COMPOSITION OF THE CURATORIUM OF THE HAGUE ACADEMY OF INTERNATIONAL LAW

PRESIDENT

H.E. N. VALTICOS, former Judge at the European Court of Human Rights

VICE-PRESIDENT

H.E. B. BOUTROS-GHALI, former Secretary-General of the "Francophonie";
former Secretary-General of the United Nations

MEMBERS

J. A. BARBERIS, Professor at the Austral University of Buenos Aires

D. BARDONNET, Professor emeritus at the University of Paris II

H.E. B. CONFORTI, former Judge at the European Court of Human Rights

J. CRAWFORD, Director of the Lauterpacht Research Centre for International Law

H.E. F. P. FELICIANO, Chairman, Appellate Body, WTO; former Senior Associate Justice, Supreme Court of the Philippines

E. JAYME, Professor at the Institute for Foreign and International Private and Commercial Law, Heidelberg

H.E. S. ODA, Judge and former Vice-President of the International Court of Justice

A. PHILIP, Prof. Dr. Juris and Attorney-at-Law in Copenhagen

H.E. R. RANJEVA, Judge at the International Court of Justice

W. SCHÜRER, Doctor *honoris causa* of the University of St. Gallen; Chairman MS Management Service AG, St. Gallen

H.E. K. SKUBISZEWSKI, President of the Iran-United States Claims Tribunal; former Minister for Foreign Affairs of Poland

A. V. M. STRUYCKEN, Professor emeritus at the Catholic University of Nijmegen; President of the Netherlands Standing Government Committee on Private International Law

P. D. TROOBOFF, Attorney-at-Law in Washington, D.C.; Member of the District of Columbia and New York Bars

J.-A. CARRILLO-SALCEDO, Professor at the University of Sevilla

H.E. D. URIBE VARGAS, Professor at the National University of Colombia; former Ambassador of Colombia in France

SECRETARY-GENERAL

Mrs. G. BURDEAU-BASTID, Professor at the University of Paris I (Panthéon-Sorbonne)

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL DE LA HAYE

— FONDÉE EN 1923 AVEC LE CONCOURS DE LA DOTATION CARNEGIE —

HONORÉE DU PRIX WATELER DE LA PAIX (1936, 1950), DU PRIX FÉLIX HOUPOUËT-BOIGNY POUR LA RECHERCHE DE LA PAIX (1992), DE L'ORDRE DU RIO BRANCO, BRÉSIL (1999) ET DE LA MÉDAILLE DE L'INSTITUT ROYAL D'ÉTUDES EUROPÉENNES, ESPAGNE (2000)

L'Académie constitue un centre d'études et d'enseignement du droit international public et privé, et des sciences connexes. Son but est de faciliter l'examen approfondi et impartial des problèmes se rattachant aux rapports juridiques internationaux.

L'enseignement de l'Académie est donné au Palais de la Paix, à La Haye, par des personnalités de différents Etats. Il porte sur la théorie, la pratique, la législation et la jurisprudence internationales. Sa durée habituelle est d'environ six semaines, s'étendant sur les mois de juillet et d'août, et partagée en deux périodes, consacrées l'une aux relations privées internationales, l'autre au droit international public. Chaque période comprend, outre des cours généraux sur les principes du droit international public et privé, un certain nombre de cours particuliers choisis d'après la spécialité des professeurs et tenant compte, autant que possible, de l'intérêt d'actualité des problèmes juridiques internationaux. Des séances de séminaire, sous la direction des professeurs, permettent une coopération active des auditeurs aux travaux de l'Académie.

Des séminaires spéciaux sont organisés pour les candidats au diplôme, les enseignants et les diplomates. Ils sont confiés à deux professeurs, l'un de langue française, l'autre de langue anglaise. Des séminaires communs sont également organisés. L'interprétation simultanée est assurée pour les cours et séminaires.

Il n'existe pas de cadre permanent de professeurs à l'Académie. Le Curatorium, qui est le corps chargé de la direction scientifique de l'institution, et qui se compose de dix-sept membres appartenant statutairement à des nationalités différentes, adresse chaque année, en toute liberté, ses invitations aux personnes qu'il estime qualifiées pour traiter le sujet choisi. Aucune des personnes ayant donné des cours à l'Académie n'est donc fondée à s'intituler professeur à l'Académie de droit international de La Haye. L'Académie, qui a eu parfois à constater ces faits de nature à induire le public en erreur, désire préciser qu'ils ont eu lieu en dehors de son accord et n'engagent que leurs auteurs.

L'enseignement est donné en langue française ou en langue anglaise. Il est conçu dans un esprit à la fois pratique et hautement scientifique. Nettement différencié des enseignements similaires des universités et écoles nationales, il s'adresse à tous ceux qui possèdent déjà des notions de droit international et ont, par intérêt professionnel ou curiosité d'esprit, le désir de se perfectionner dans cette science.

L'Académie décerne un diplôme à ceux des auditeurs qui, réunissant les qualifications spéciales exigées par le règlement en vigueur, auront subi avec succès des épreuves d'examen devant le jury de la session. Elle délivre en outre, aux auditeurs, un certificat attestant l'inscription à l'Académie.

Toute personne désirant suivre l'enseignement de l'Académie doit faire parvenir au secrétariat du Conseil d'administration de l'Académie, au Palais de la Paix, à La Haye, une demande, à la suite de laquelle elle recevra un questionnaire à remplir. Les droits d'inscription sont fixés à la somme de cinq cents euros pour une période de trois semaines et de neuf cents euros pour les deux périodes.

Un certain nombre de bourses d'études sont instituées auprès de l'Académie. Le mode d'attribution de ces bourses fait l'objet d'un règlement que tout intéressé peut également obtenir du secrétariat du Conseil d'administration.

Tous les cours professés à l'Académie font, en principe, l'objet d'une publication dans le *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, dans la langue en laquelle ils ont été professés.

HAGUE ACADEMY OF INTERNATIONAL LAW

— FOUNDED IN 1923 WITH THE SUPPORT OF THE CARNEGIE ENDOWMENT —
AWARDED THE WATELER PEACE PRIZE (1936, 1950), THE FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY
PEACE PRIZE (1992), THE ORDER OF RIO BRANCO, BRAZIL (1999) AND THE MEDAL
OF THE ROYAL INSTITUTE OF EUROPEAN STUDIES, SPAIN (2000)

The Academy is an institution for the study and teaching of Public and Private International Law and related subjects. Its purpose is to encourage a thorough and impartial examination of the problems arising from international relations in the field of law.

The lectures of the Academy are delivered at the Peace Palace in The Hague by authorities from various countries. They deal with the theoretical and practical aspects of the subject, including legislation and case law. Their normal duration is about six weeks in the months of July and August, divided into two periods, one devoted to Private International Law, and the other to Public International Law. Each term includes, in addition to general courses on the principles of International Law (Public and Private), a number of special courses chosen from the lecturers' fields of interest and based, as far as possible, on the topicality of the international legal problems in question. Seminar classes, supervised by the lecturers, make it possible for those attending to participate in the work of the Academy.

Special seminars are organized for diploma candidates, teachers and diplomats. They are directed by two professors, one English- and the other French-speaking. Joint seminars are also organized. Simultaneous interpretation is used in courses and seminars.

There is no permanent teaching staff at the Academy. The Curatorium, which is the body entrusted with the academic supervision of the institution, and which is made up of seventeen members belonging, according to the statutes, to different nationalities, invites each year, in its unfettered discretion, whomsoever it deems best qualified to teach the subject in question. It follows that no one who has lectured at the Academy is entitled to style himself Professor of or at the Hague Academy of International Law. The Academy, which has often found that designations of this kind give a misleading impression to the public, wishes to state categorically that they are used without its consent.

The teaching is in French or in English. It is intended to be both highly practical and academically advanced. Clearly different from similar instruction in national universities and law schools, it is intended for those who already possess some knowledge of international law and who, out of professional or private interest, wish to learn more of the subject.

The Academy awards a Diploma to those attending who possess special qualifications as specified in the current regulations and have been successfully examined by the "Jury" of the session. It also gives students a certificate of registration at the Academy.

Anyone wishing to attend the courses at the Academy is invited to write to the Secretariat of the Administrative Council, at the Peace Palace in The Hague, for an application form, to be returned on completion. The registration fee is five hundred Euros for one period of three weeks, nine hundred for the two periods.

A number of scholarships have been founded at the Academy. The regulations governing applications for these awards can also be obtained by anyone interested from the Secretariat.

All courses given at the Academy are, in principle, published in the language in which they were delivered in the *Collected Courses of the Hague Academy of International Law*.

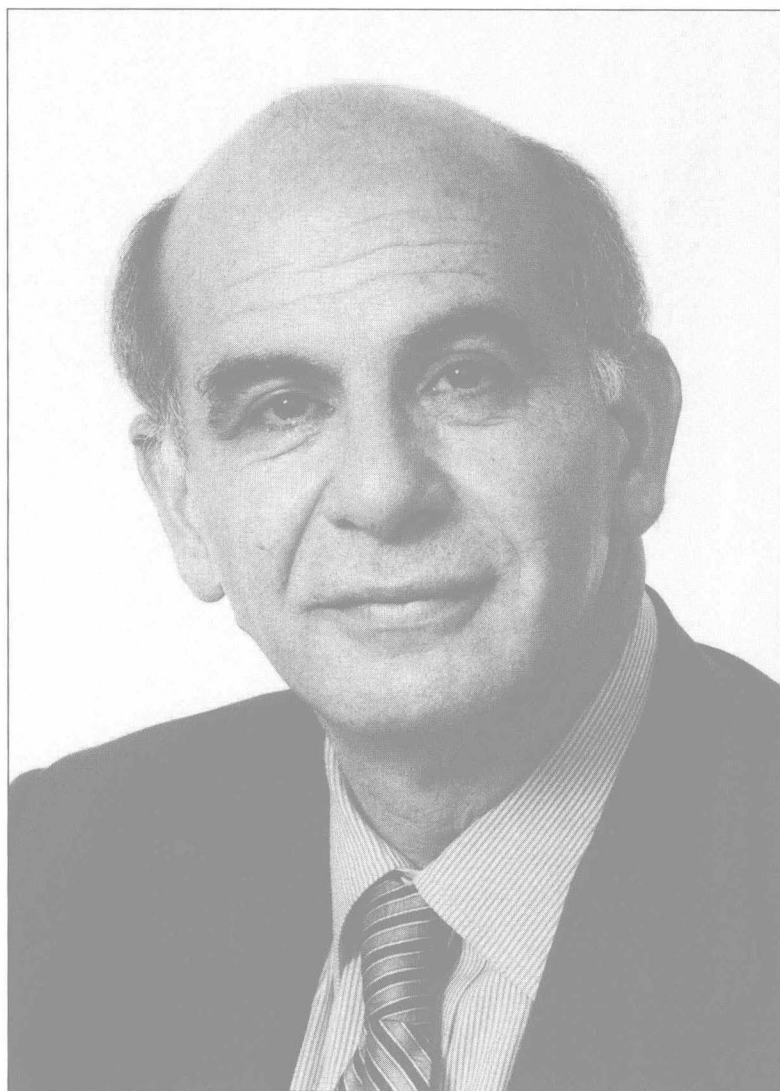
GENERAL TABLE OF CONTENTS
TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

The American Choice-of-Law Revolution in the Courts: Today and Tomorrow by S. C. SYMEONIDES, Dean, Willamette University College of Law, Oregon	9-448
---	-------

THE AMERICAN
CHOICE-OF-LAW REVOLUTION
IN THE COURTS :
TODAY AND TOMORROW

by

SYMEON C. SYMEONIDES



S. C. SYMEONIDES

TABLE OF CONTENTS

Chapter I. Introduction	25
A. Course coverage and structure	25
B. The American framework	27
C. The relative insignificance of interstate boundaries	30
Chapter II. The scholastic revolution	33
A. Introduction	33
B. The traditional American choice-of-law system	34
C. The first critics: Cook and Cavers	35
D. An open revolution: Brainerd Currie	38
1. Antirulism	38
2. The "domestic method"	39
3. The concept of governmental interests	40
4. Currie's assumptions about state interests	41
5. False, true, and in-between conflicts	43
6. Forum favoritism	47
7. Currie's contribution	48
E. Comparative impairment	50
F. Leflar and the "better law" approach	51
G. Functional analyses	55
1. Von Mehren and Trautman	55
2. Weintraub's consequences-based approach	57
H. The first synthesis: the Second Conflicts Restatement	58
1. Section 6	59
2. The "most significant relationship"	60
3. Rules	61
4. Presumptive rules	61
5. Pointers	62
6. <i>Ad hoc</i> analysis	63
Chapter III. The judicial revolution	64
A. Introduction	64
B. The erosion of the <i>lex loci delicti</i> rule	64
C. The erosion of the <i>lex loci contractus</i> rule	70
D. The remaining traditional states	75
1. Tort conflicts	77
2. Contract conflicts	83
Chapter IV. The choice-of-law revolution today	89
A. Introduction	89
B. The methodological camps	89
C. Caveats and qualifications	89
1. Lack of recent precedent	89
2. Equivocal precedents	93
3. Eclecticism	94
4. The relative in consequence of methodology	96
5. The relative value of methodological classifications	97

D. Currie-based approaches	97
1. Modified interest analysis	99
2. Comparative impairment	101
3. The <i>lex fori</i> variant	103
E. The better-law approach	109
1. Early cases: the biases	110
(a) Pro-forum law bias	110
(b) Pro-plaintiff, pro-recovery bias	112
(c) Pro-forum-litigant bias	112
2. Recent cases: eclecticism and watering-down	114
(a) Eclecticism	114
(b) De-emphasis of better-law factor	115
F. The Restatement Second	116
1. Judicial following	116
2. Reasons for the Restatement's high judicial following	120
(a) Unlimited judicial discretion	120
(b) No hard thinking	122
(c) Neutral ideology	123
(d) Complete system	124
(e) ALI prestige	125
(f) Momentum	125
3. The Restatement's contribution	126
G. Significant-contacts approaches	129
H. The New York experience	130
1. Tort conflicts	130
(a) <i>Babcock v. Jackson</i>	130
(1) Issue-by-issue analysis	132
(2) <i>Dépeçage</i>	132
(3) The distinction between loss-distribution and conduct-regulation issues	133
(4) Policy analysis	134
(b) The <i>Neumeier</i> rules	135
(c) Extending the <i>Neumeier</i> rules to other loss-distribution conflicts: <i>Schultz</i> and <i>Cooney</i>	136
2. Contract conflicts	146
I. Other "combined modern" approaches	147
J. The Louisiana codification	148
K. The Puerto Rico and Oregon codifications	151
Chapter V. The distinction between conduct-regulation and loss-distribution in tort conflicts	154
A. Introduction	154
B. The origins and meaning of the distinction	154
1. Antecedents	154
2. <i>Babcock</i> and <i>Schultz</i>	156
3. Codifications	159
C. The validity of the distinction	160
D. The manageability of the distinction	165
E. Looking at primary purpose and function	167
F. The usefulness of the distinction	170

Chapter VI. Loss-distribution tort conflicts	173
A. Introduction	173
B. Defining the typical patterns	174
1. The pertinent connecting factors or contacts	174
2. The content of the involved laws	175
3. The typical fact-law patterns in conflicts involving two states	175
C. Intrastate torts — common-domicile cases	178
1. Pattern 1: The <i>Babcock</i> pattern.	178
2. Pattern 2: The converse- <i>Babcock</i> pattern	183
3. A common-domicile rule	187
4. Cases analogous to common-domicile cases	191
D. Intrastate torts — split-domicile cases	194
1. True conflicts	195
(a) Pattern 3: Split-domicile cases in which the conduct, the injury, and the tortfeasor's domicile are in a state whose law favours the tortfeasor.	195
(1) The cases	195
(2) Summary and rule	200
(b) Pattern 4: Split-domicile cases in which the conduct, the injury, and the victim's domicile are in a state whose law favours the victim	203
(1) The cases	203
(2) Summary and rule	208
2. No-interest or unprovided-for cases	209
(a) Pattern 5: The <i>Neumeier</i> pattern	210
(b) Pattern 6: The <i>Hurtado</i> pattern	215
(c) Summary and rule	217
E. Cross-border torts — split-domicile cases	220
1. Pattern 7: Cases in which the conduct and the tortfeasor's domicile are in a state whose law favours the tortfeasor, while the injury and the victim's domicile are in a state whose law favours the victim	221
(a) The cases	221
(b) A rule	227
2. Pattern 8: Cases in which the conduct and the tortfeasor's domicile are in a state whose law favours the victim, while the injury and the victim's domicile are in a state whose law favours the tortfeasor	230
F. Split-domicile conflicts involving three states	232
G. Summary and rules for loss-distribution conflicts	235
Chapter VII. Conduct-regulation tort conflicts	239
A. Introduction	239
B. Generic conduct-regulation conflicts	239
1. The pertinent contacts and typical patterns	239
2. Pattern 1: Conduct and injury in same state	241
3. Pattern 2: Conduct and injury in different states that prescribe the same standards of conduct	245
4. Pattern 3: Conduct in state with high standard and injury in state with lower standard of conduct	248

5. Pattern 4: Conduct in state with low standard and injury in state with high standard	254
6. Summary and rule for conduct-regulation conflicts	260
C. Punitive-damage conflicts	262
1. The pertinent contacts and typical patterns	262
2. Two-contact patterns	263
(a) Pattern 1: State(s) of conduct and defendant's domicile impose(s) punitive damages	263
(b) Pattern 2: State(s) of conduct and injury impose(s) punitive damages	266
(c) Pattern 3: State(s) of injury and defendant's domicile impose(s) punitive damages	268
3. Single-contact patterns	268
(a) Pattern 4: Defendant's home state	269
(b) Pattern 5: State of conduct	269
(c) Pattern 6: State of injury	271
(d) Pattern 7: None of the above (victim's nationality or domicile)	273
4. Summary and rule	275
Chapter VIII. Products liability	278
A. Introduction	278
B. The pertinent connecting factors	280
C. The fact-law patterns	284
D. Cases in which each state's law favours the local litigant (true conflicts)	286
1. Applying the pro-plaintiff law of a plaintiff-affiliated state	291
(a) Choice based on three contacts	291
(b) Choice based on two contacts	294
(c) Choice based on a single contact	298
2. Applying the pro-defendant law of a plaintiff-affiliated state	305
3. Applying the pro-defendant law of a defendant-affiliated state	307
E. Cases in which each state's law favours a litigant affiliated with the other state (no-interest cases)	309
1. Applying the pro-plaintiff law of a defendant-affiliated state	310
2. Applying the pro-defendant law of a plaintiff-affiliated state	316
(a) Three plaintiff-affiliating contacts	317
(b) Two plaintiff-affiliating contacts	324
F. Borderline cases	326
G. Some general observations	330
1. A contacts analysis	330
(a) Dispersement of contacts	330
(b) Contacts of state whose law applied	330
(c) Plaintiff-affiliating contacts and laws	332
(d) Defendant-affiliating contacts and laws	333
2. Forum shopping is neither common nor rewarding	334
3. Plaintiffs tend to sue close to home	337
4. No pro-plaintiff bias	338
5. No favouritism towards forum domiciliaries	340
6. No pro-forum bias	341
7. No surprise to manufacturers	343

H. Comparison with rules	343
1. The Hague Convention	343
2. Civilian codifications	344
3. Professor Cavers's rule	345
4. <i>Lex loci, lex fori, lex domicilii</i>	346
5. Comparing the comparisons	347
I. Articulating a descriptive rule	349
J. Devising a forward-looking rule	352
1. A proposal	352
2. General principles	353
(a) Allowing party choice	353
(b) Allowing both parties to choose	353
(c) Limiting the plaintiff's choices	354
(d) Differentiating between liability and damages	354
3. Operation	355
(a) Liability	355
(b) Damages	356
Chapter IX. The American conflicts revolution: a macro view	357
A. Introduction	357
B. Unilateralism versus multilateralism	357
1. The original unilateral method	358
2. The original multilateral method	359
3. The resurgence of the unilateral method	360
(a) Currie's unilateralism	360
(b) The concept of state interests	361
(c) Unilateralism in other scholastic and judicial approaches	365
(d) Unilateralism in American statutes	366
4. Understanding modern unilateralism	369
5. The present and future symbiosis of the multilateral and unilateral methods	374
C. Territoriality versus non-territoriality	376
1. The question	376
2. Its past	376
3. Its present	378
D. International uniformity versus ethnocentricism	379
1. The classical view: international uniformity	381
2. The heretical view: ethnocentricism	381
3. The loss of innocence	382
E. "Jurisdiction-selection" versus "law-selection"	385
1. The difference	386
2. The gains of content-oriented law-selection in the United States	389
3. The next step in the United States: consolidation	390
4. The limits of content-oriented law selection and its symbiosis with jurisdiction-selection	394
F. "Conflicts justice" versus "material justice"	397
1. The classical view: "conflicts justice"	398
2. The second view: "material justice"	399
3. Inroads by material justice into conflicts justice	400
4. Conflicts justice tempered by material justice	403

G. Legal certainty versus flexibility	405
1. The perennial tension	406
2. The American conflicts "revolution": bad rules versus no rules	407
3. A quiet evolution: the European experience	407
4. Comparison	413
H. Up to the present	413
Chapter X. The next phase in choice of law	417
A. The revolution's victory	417
B. From victory to success	419
C. The need for new rules	420
1. Anti-rulism	420
2. Overcoming the anti-rule syndrome	423
3. Three options for rules	428
D. The shape of the new rules	430
Bibliography	433

TABLES

Table 1. Chronological table of departures from the <i>lex loci delicti</i> rule	67
Table 2. Chronological table of departures from the <i>lex loci contractus</i> rule	72
Table 3. Traditional states	75
Table 4. Alphabetical list of states and choice-of-law methodologies	91
Table 5. Second Restatement states	117
Table 6. Patterns in loss-distribution conflicts involving two states	177
Table 7. <i>Babcock</i> pattern cases (Pattern 1)	179
Table 8. <i>Converse-Babcock</i> pattern cases (Pattern 2)	183
Table 9. Pattern 3 cases	201
Table 10. Pattern 4 cases	208
Table 11. Cases of Patterns 5 and 6	218
Table 12. Pattern 7 cases	222
Table 13. Patterns in conduct-regulation conflicts	241
Table 14. Patterns in punitive damages conflicts	263
Table 15. The pertinent contacts in products liability conflicts	284
Table 16. Products liability conflicts, 1990-2002	287
Table 17. True conflicts applying the pro-plaintiff law of a state with three plaintiff-affiliating contacts	292
Table 18. True conflicts applying the pro-plaintiff law of a state with two plaintiff-affiliating contacts	295
Table 19. True conflicts applying the pro-plaintiff law of a state with one plaintiff-affiliating contact	298
Table 20. True conflicts applying the pro-defendant law of a state with two victim-affiliating contacts	305
Table 21. True conflicts applying the pro-defendant law of a defendant-affiliated state	308
Table 22. No-interest cases applying the pro-plaintiff law of a defendant-affiliated state	311
Table 23. No-interest cases applying the pro-defendant law of a state with three plaintiff-affiliating contacts	318
Table 24. No-interest cases applying the pro-defendant law of a state with two plaintiff-affiliating contacts	324
Table 25. "Borderline" cases applying the law of the state of acquisition	327
Table 26. The contacts of the state of the applicable law	331
Table 27. The parties' choices	355
Table 28. The six dilemmas and American conflicts law	414